

SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire en Martinique et en Guadeloupe
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe
Pour la reconstruction de la IV Internationale

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE .. PARAIT MERCREDI & SAMEDI

PRIX: 0,30 F

MERCREDI 21 MAI 1975

26_27_28 MAI: LE COLONIALISME ASSASSINAIT DES DIZAINES DE TRAVAILLEURS:

COMMEMORATION DE CET EVENEMENT.
MARDI 27 MAI à 19 h 30

EDITORIAL

LE CHANGEMENT AVEC GISCARD:

PAROLES...PAROLES...PAROLES...

Il y a un an, le 19 mai 1974 exactement, Giscard était élu président de la république, l'emportant de justesse sur Mitterrand.

Comme tous ses semblables, il n'avait pas été avare de promesses, et avait annoncé à grand fracas qu'il était : " le candidat du changement" ce à quoi il n'oubliait pas d'ajouter : "dans la continuité".

Eh bien, on peut le dire maintenant, après un an, c'est surtout la continuité qui a prévalu. Bien sûr, il y a eu quelques initiatives "spectaculaires" autour desquelles la presse a fait grand bruit : invitation de deux éboueurs à déjetimer, repas dans une famille modeste, suppression du 8 mai, etc... mais tout cela, à y bien regarder, permet à Giscard de so créer un personnage d'homme qui ne craint pas le changement, mais cela ne lui coûte strictement rien...

Les réformes importantes qui ont été votées (loi sur l'avortement, p.ex.), sont toutes sans exception des lois que de toutes façonsil était obligé d'accorder, car elles ne proviennent pas de la générosité, elles sont l'aboutissement de longues luttes et ont été arrachées par les personnes concernées.

Mais sur le fond de la politique, rien n'a changé; quoi d'étonnant? Giscard n'était-il pas ministre de de Gaulle et de Pompidou? L'inflation continue de plus belle, et le seul remède proposé par Giscard est de subventionner les patrons! Mais les travailleurs, aux Antilles comme en France, ont montré par leurs luttes qu'ils n'étaient pas prêts à se contenter de belles paroles.

A LA MUTUALITE de POINTE A PITRE
VENEZ NOMBREUX

MARTINIQUE

MORT DE TROIS PÉCHEURS PERDUS EN MER

LA VIE DES PAUVRES NE VAUT PAS CHER

C'est à 1500 KM de la Martinique que l'on a retrouvé la yole de rive droite Levassor, perdue le 12 avril dernier.

On a trouvé 2 des 3 marins morts dans le canot, le 3ème ayant disparu.

Il ne se passe d'année sans que les pêcheurs de la Martiniquo et de la Guadeloupe ne laissent en tribut à la ner au moins un des leurs.

Mais ce qui est surprenant, c'est que ces pêcheurs n'aient pû être retrouvés plus tôt. Si quelque touriste milliardaire s'était perdu sur son yacht de plaisance, nul doute que l'on aurait mis à sa disposition toute l'armada de la gendarmerie, hélicoptères. avions de reconnaissance, signal aux bateaux naviguant dans les environs, et autres moyens modernes de détection des embarcations en détresse, la presse et la radio nous en auraient rebattu les oreilles. Mais, il s'agissait de trois malheureux pêcheurs, et cela, bien sûr, importe peu.

A l'heure où l'on envoie des hommes sur la lune, il est inadmissible que dans un rayon de 1500 KM il soit impossible de repérer une yole. GUADELOUPE

DES PATRONS:
UNE PRATIQUE
A COMBATTRE

Les travailleurs du chantier Quillery
Saint-Maur construisant un hôtel au Gosier ont réussi à découvrir quel est le
chef d'équipe qui joue le triste rôle
d'espion du patron. Ce dernier a été obligé
de reconnaître qu'effectivement cet homme lui transmettait des informations.

En fait de telles pratiques n'ont rien d'exceptionnel. Presque dans toutes les entreprises, et particulièrement sur les chantiers, les patrons paient un individu pour dénoncer les faits et gestes de ses camarades. Les ouvriers les plus combatifs ou ceux qui ne veulent pas obéir comme des moutons, sont mis sur une liste noire que les patrons se passent ensuite, afin d'écarter ces travailleurs à l'embauche.

Les ouvriers du chantier ont réagi corre il le fallait, ont pris l'homme à partie, l'ont injurié, et il a même failli être agressé. Que cela lui serve de leçon, et qu'il sache lui et ses semblables, que les travailleurs eux aussi disposent de moyens de pression (entre autres la mise à l'index) à l'égard des individus qui servent de "macô" au patron.



Le chômage s'accroît ces temps-ci encore. Les queues de travailleurs à la recherche d'un emploi s'allongent devant certaines entreprises, le Bâtiment notamment. Les licenciements se multiplient.

Martinique

TOUJOURS PLUS DE CHOMEURS !

La crise de l'emploi est telle dans le Bâtiment qu'on voit régulièrement en début de semaine, jusqu'à 300 travail-leurs venir sur le chantier de la SODEM, au Robert demander de l'embauche. Ces 300 ouvriers qui viennent pour la plupart de communes éloignées sont là dès 6H du matin, et il n'est pas rare qu'ils restent jusqu'à midi sans pour autant être embauchés.

Faudra-t-il qu'un jour ces centaines de travailleurs en chômage aillent exprimer leur colère aux portes de la préfecture suivis en cela de milliers d'autres chômeurs pour que l'administration coloniale consente à les prendre en considération?

Hopitaux

L'ADMINISTRATION REFUSE DE FORMER DES INFIRMIERES.... ELLE LES FAIT VENIR DE FRANCE !

Un seul fait montre la valeur des promesses de création d'emploi de l'administration : que ce soit en Martinique où cela s'est déjà produit, ou en Guadeloupe où cela se produira bientôt, l'administration des hôpitaux, plutôt que de former des infirmières sur place en fait venir par dizaines de France. Ce seul fait montre que l'administration coloniale n'est absolument pas décidée à lutter contre le chômage. Bien au contraire, elle veut faire venir ici suffisamment de travailleurs de France, qu'elle espère contrôler et monter contre les travailleurs antillais, pour briser toute volonté de lutte de leur part. Le plan du gouvernement français est clair: expédier en France suffisamment d'Antillais pour être tranquille ici et transformer la Guadeloupe et la Martinique en zone résidentielle pour milliardaires, sous la bienveillante surveillance des gendarmes coloniaux.

Voilà à quelle tromperie se livre le gouvernement. Il ne peut donc en aucune manière nous délivrer du fléau que constitue le chômage.

ABONNEZ-VOUS AU MENSUEL

Directeur de publication: M.E.ZOZOR Commission paritaire: Nº 51.728 Correspondant du journal: G. BEAUJOUR B.P. 214 P.A.P. B.P. 386 F.D.F.

Ronéo du journal : Pointe-à-Pitre 8ème supplément au mensuel N° 49 !

Les jeunes de plus en plus nombreux se tournent vers le BUMIDOM pour être acheminés en France dans l'espoir de trouver un emploi. Mais même en France le chômage s'accroît aussi et l'on y compte déjà près d'un million de chômeurs. Quand on sait en plus le racisme qui est développé et entretenu par l'administration elle-même et les patrons, on peut penser que les chances de trouver un emploi, même en France, ne font que diminuer, jusqu'au moment où il sera impossible pour un travailleur des Antilles d'y trouver du travail. Car si la vague de chômage augmente, il y a toutes les chances pour que les travailleurs étrangers soient d'abord touchés. C'est dire que la perspective qui est offerte aux jeunes est une tromperie.

La seule solution contre le chômage, c'est avant tout de se battre pour que

le travail soit réparti entre tous les bras. C'est que les heures supplémentaires soient supprimées et cela sans diminution de salaire. C'est aussi que les immenses superficies de terres qui sont accaparées par des grosses sociétés, qui bien souvent ne les ont même pas achetées soient saisies et mises à la disposition des chômeurs, avec le matériel nécessaire pour une agriculture tournée vers la production d'aliments.

Ce ne sont que des mesures radicales de ce type qui peuvent permettre d'enrayer le chômage. Toutes les promesses, tous les discours vides et démagogiques des préfets et ministres de passage ne sont que de la poudre aux yeux destinée à endormir les chômeurs et les autres travailleurs pour qu'ils ne s'engagent pas dans la lutte contre le chômage.

Guadeloupe

Sofroi: pour les conges, du personnel supplementaire est necessaire!

La période des congés a commencé depuis le début du mois de mai. Pour ceux qui sont en activité, cela signifie un surcroît de travail.

Ainsi, comme nous prenons nos congés par roulement, soit notre mois de congé ne nous permet pas de récupérer le surcroît de travail que nous avons eu le mois précédent, soit nous perdons immédiatement le bénéfice de ce repos par un travail plus important le mois suivant.

En plus de cela, à la Sofroi, les mois de vacances correspondent à la période de "pointe". Avec les fêtes de communes, les petits commerçants remplissent leurs boutiques.

Les patrons nous présentent cela,

comme une aide que nous accordons à nos collègues, et qu'ils nous rendront au moment de nos congés. Il n'en est rien. Bien au contraire, nous aidons le patron à se remplir les poches sur notre dos.

Pourtant il serait facile d'embaucher du personnel supplémentaire pour remplacer les travailleurs en congé. Car c'est tous les jours que des gens viennent chercher du travail à la Sofroi.

Là aussi comme ailleurs les travailleurs auront à lutter pour imposer aux patrons des conditions de travail moins pénibles. Mais pour cela, il est nécessaire que leur organisation se renforce au sein de l'entreprise.

GROSSE - MONTAGNE

LES EMPLOYES DE L'USINE DOIVENT CHOISIR LEUR CAMP : CELUI DES TRAVAILLEURS !

foot-ball

SCANDALE AU CHAMPIONNAT
DE LA MARTINIQUE.

Il paraît aux yeux de beaucoup de sportifs que le championnat de foot-ball de la Martinique a connu des truquages; il y a eu des arrangements entre équipes pour permettre à certains clubs de ne pas descendre en division inférieure. Protestations de supporters, démission du président de la ligue, bref, il y avait bien des années que le foot-ball martiniquais n'avait connu pareilles mésaventures.

Ces combines n'étonnent guère, quand on sait que, malgré les apparences, le sport, bien souvent, sert des intérêts financiers, politiques ou d'autres intérêts de personnes peu avouables.

Dans tous les cas, c'est la jeunesse antillaise qui en pâtit, car ces pratiques ne peuvent que l'enfoncer un peu plus dans le marasme de la corruption

CITE LACROIX :

(Robert)
L'ADMINISTRATION FAIT TRAINER
L'AFFAIRE DES "DELOGES".

Lors de la dernière grève de la canne, les employés de l'usine GrosseMontagne avaient été suspendus durant
quelques jours comme les ouvriers. Deux
mois se sont déjà écoulés depuis, et ils
n'ont rien perçu malgré les promesses de
Simonet. C'est un cas de chômage technique
imposé par la direction aux employés et
aux ouvriers de l'usine. Ces jours auraient
dû être payés à tous.

Bien que les employés n'aient pas montré fermement leur solidarité vis-à-vis de la grève des travailleurs de la canne, et leur mécontentement face à la présence des forces de l'ordre autour de l'usine, Simonet ne leur a pas fait grâce non plus.

Ceci prouve bien que les employés ont intérêt à être solidaires des luttes des travailleurs de l'usine et à s'organiser comme eux pour imposer leurs droits face à la direction. Car en fait ils sont opposés aux mêmes ennemis : les patrons.

Les habitants de la cité Lacroix expulsés de leur logement en 68 n'ont jusqu'ici pas obtenu satisfaction de leurs revendications.

En attaquant la SIMAG et la municipalité du Robert en 1972, ces familles avaient exigé l'indemnisation de leurs maisons détruites et leur relogement dans des conditions normales de confort et d'hygi**ě**ne.

En mai 74, la justice a déclaré le tribunal d'instance incompétent pour régler cette affaire. Aussi, les habitants de la cité Lacroix restent toujours mobilisés et ont reporté l'affaire devant le même tribunal. Il s'agira maintenant pour eux de hâter la procédure par leur mobilisation et la popularité qu'ils donneront à leur mouvement.